(LOGO DE LA COLLECTIVITÉ)

**DELIBERATION AUTORISANT LE RECRUTEMENT**

**D’UN AGENT CONTRACTUEL EN L’ABSENCE DE CADRE D’EMPLOIS DE FONCTIONNAIRE SUSCEPTIBLE D’ASSURER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES**

ARTICLE 3-3-1° DE LA LOI N° 84-53 DU 26 janvier 1984 MODIFIÉE

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-3-1° ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

# DECIDE

La création à compter du …………………………… d’un emploi de ………………………… (préciser l’intitulé du poste sans référence à un grade de la fonction publique territoriale) contractuel à temps complet ou à temps non complet à raison de ………… heures hebdomadaires pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

* ……………………………………………………………………………………………………………………,
* ……………………………………………………………………………………………………………………,
* …………………………………………………………………………………………………………………….

Cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée de ………. (**maximum 3 ans**) compte tenu de ………………………………………………………… (**exposer les motifs du recours à un agent contractuel en justifiant l’application de l’article 3-3-1°, celle de l’absence de cadre d’emplois de fonctionnaires susceptibles d’assurer les fonctions correspondantes)**.

**Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent sera reconduit pour une durée indéterminée.**

 L’agent devra justifier ……………………………………………………………… (mentionner les conditions particulières exigées des candidats tels que le niveau scolaire, la possession d’un diplôme, une condition d’expérience professionnelle) et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie …… (**A, B ou C**), par référence à l’indice brut …… (ou au maximum sur l’indice brut terminal de l’échelle 3 (4, 5 ou 6) de la catégorie C ou de la grille indiciaire des ………… (préciser le **cadre d’emplois** de référence)).

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa **réception par le représentant de l’Etat** et sa publication.

 Fait à ……………………….,

 Le …………………………..,

 Le Maire/Président ( e )